



PROGRÈS OU SOBRIÉTÉ : QUELLE CROISSANCE ADOPTER ?

STÉPHANE LE FOLL

PROGRÈS OU SOBRIÉTÉ :
QUELLE CROISSANCE ADOPTER ?

STÉPHANE LE FOLL

INTRODUCTION

Stéphane Le Foll est maire du Mans et président de Le Mans Métropole. Il a été ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt de 2012 à 2017, fonction qu'il a cumulée avec celle de porte-parole du gouvernement à partir de 2014. Il a été député européen de 2004 à 2012 et a été élu député de la Sarthe en 2012 et réélu en 2017.

Photographie de couverture : © PopTika / Shutterstock

L'humanité est confrontée à sa survie, après avoir pris conscience de l'impérative nécessité d'agir contre le réchauffement climatique. Il ne s'agit plus de la fin d'une des grandes civilisations, de la chute d'un des grands empires, mais bien de l'avenir de l'humanité sur Terre. Après la révolution industrielle, la mondialisation a conduit le monde vers une frénétique conquête de progrès. La production effrénée au détriment de l'écologie et la commercialisation de produits polluants doivent laisser place à un progrès vertueux écologiquement. Mais, depuis quelques années, la croissance mondiale n'offre plus les mêmes perspectives de développement et cette tendance ne semble pas s'inverser. Au contraire, les derniers chiffres sont mauvais et laissent planer le spectre d'une crise financière. Les surplus de liquidités émis après la crise financière de 2008 pour éteindre l'incendie peuvent provoquer à leur tour une crise.

Le monde n'avance plus aussi vite, comme si le sommet d'un cycle avait été atteint avec un risque de retournement et de déstabilisation. Ainsi, de grandes puissances émergentes toujours en croissance, mais modérée, n'offrent plus autant d'espoir à ceux qui attendent des progrès dans leur quotidien. Les pays industrialisés sont au ralenti et plongent une grande partie de leur population dans l'impasse du présent et sans issue pour l'avenir. La croissance à l'échelle d'un pays et à l'échelle planétaire est l'une des clés du progrès. Si la croissance est indissociable du progrès, de quelle croissance s'agit-il et de quel

progrès parle-t-on ? L'enjeu est de déterminer la forme de ce progrès et la nature de cette croissance.

Jusqu'à présent, la croissance n'a pas été respectueuse de l'environnement, elle a été abrasive, usant notre planète avec une industrialisation fondée sur des énergies fossiles bon marché, une consommation débridée, un gaspillage insensé des ressources naturelles. Face à cela, une conception de l'économie et de l'écologie s'est affirmée à travers l'idée de la décroissance et de la sobriété dite « heureuse » chère à Pierre Rabhi¹. Le raisonnement est simple. Face à l'enjeu écologique, il faut prendre le contre-pied de ce passé qui nous a conduits là où nous sommes. Chacun doit, à son échelle, corriger les erreurs de comportement, limiter les pollutions, lutter contre le gaspillage. Il faudrait que le citoyen consommateur consomme moins, soit sobre, et qu'il remette en partie en cause son quotidien et ses modes de vie. Au fond, cela s'entend pour ceux qui ont de la marge pour le faire ; pour les autres, le risque est que cela devienne une morale contraignante difficile à accepter.

Ainsi, si je partage le constat de l'urgence écologique et l'idée de remettre en cause les modalités de développement économique actuelles, je suis convaincu que l'idée de progrès est essentielle pour faire adhérer le plus grand nombre au nécessaire changement de modèle de développement. Une croissance nouvelle, que j'appelle la « croissance sûre », doit conduire à une combinaison entre l'économique, l'écologique et le social conformément au principe du développement durable. C'est pour moi une condition politique majeure afin de réussir le pari du basculement vers un autre paradigme de développement.

1. Pierre Rabhi, *Vers la sobriété heureuse*, Arles, Actes Sud, 2010.

UN MONDE SOUS LA MENACE DES POPULISTES

Nous vivons probablement la fin d'un cycle, comme l'avait prédit Francis Fukuyama avec *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*², mais pas en faveur de la victoire de la démocratie libérale. Au contraire, le monde est tiraillé, certains pouvoirs forts sont contestés, les démocraties basculent vers un exercice très personnel du pouvoir, des formes nouvelles de populisme attisent la cupidité et la peur en faisant disparaître l'idée de progrès et les valeurs universelles. On assiste donc à la remise en cause de la démocratie libérale plutôt qu'à son avènement, à l'émergence de « démocraties », à la montée des populismes et du nationalisme. L'angoisse des peuples plongés dans les difficultés et la volonté d'affirmation nationale sont un terreau sur lequel prospère cette nouvelle menace politique après la phase de la grande expansion mondiale.

L'Amérique de Donald Trump perturbe et contredit ainsi la recherche d'équilibre et d'union à l'échelle du monde. Rien n'est au-dessus de l'intérêt de chaque nation, comme l'a dit le président américain avec son slogan « *America First* ». Il n'y a plus d'intérêt pour l'humanité, pour la planète et pour les valeurs universelles. C'est la même philosophie qui guide aujourd'hui le « conquistador » Jair Bolsonaro au Brésil. En

2. Francis Fukuyama, *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Paris, Flammarion, 1992.

Europe, la victoire du Brexit et la désignation de Boris Johnson, tenant d'un Brexit dur, comme Premier ministre britannique en juillet 2019 viennent compléter le tableau. Les poussées populistes dans le monde comme l'affirmation nationale remettent à l'ordre du jour les passions malsaines, religieuses et identitaires en Inde, au Japon, en Turquie. La liste est longue et en même temps émergent des mouvements de contestation puissants à Hong Kong, au Chili, au Liban, en Algérie, voire en Russie... L'Europe continentale n'échappe pas, bien entendu, à cette poussée populiste. Elle l'a même inaugurée en Autriche, en Hongrie, en Pologne, en Italie, en Allemagne et en France avec le Rassemblement national.

Ce retournement de cycle s'est accompagné ou a été précédé d'une coupure de plus en plus profonde entre les élites mondialisées et ceux qui s'inquiètent, doutent et se sentent oubliés, sans perspectives. Une forte proportion de nos concitoyens sont devenus très pessimistes quant à leur sort, celui de leurs enfants, et supportent de moins en moins les agressions venues de l'extérieur. S'il y a une « lutte des classes », c'est désormais entre la « classe éclairée », consciente du défi écologique et qui a les moyens d'agir, et la « classe assombrie », qui n'a aucune marge de manœuvre pour agir et exige des solutions politiques rapides et souvent radicales.

La lutte contre le réchauffement climatique dans ce contexte apparaît pour la seconde comme une contrainte de plus, et pas comme un espoir. C'est au nom de cette angoisse réelle du peuple déclassé d'Amérique mais au profit des plus riches que Donald Trump tourne le dos à l'accord de Paris. Le Brésil de Jair Bolsonaro est sur la même ligne, il tourne lui aussi le dos à l'écologie dans une fuite en avant à la conquête de l'Amazonie. Dans ces deux exemples, l'alliance entre l'élite conservatrice et les couches populaires s'est nouée dans un nationalisme

affirmé avec la fermeture des frontières contre les flux migratoires et un retour au protectionnisme. En se débarrassant de la question écologique, ces pays ont levé une contrainte censée peser sur la vie déjà compliquée des gens.

Dans nos pays, l'absence de perspectives positives de court terme tarabuste les esprits de ceux qui souffrent. La fin des vieilles industries structurantes, des anciennes organisations sociales, syndicales et politiques laisse chacun face à sa propre destinée sans véritable recours. Si l'on ajoute les migrations liées aux conflits armés et au réchauffement climatique, la menace terroriste, le paquet alourdit les angoisses pour toute une frange de nos populations. Le passé, son modèle de croissance avec des frontières et les énergies fossiles bon marché, qu'il serait pourtant nécessaire de dépasser, deviennent un mythe glorieux qu'il faut retrouver.

Dans l'ouvrage *Les Origines du populisme*³, les auteurs évoquent l'atomisation du corps social, l'absence d'idéologie constructive qui ne peuvent que conduire au sentiment d'être un oublié et une victime du système, de l'autre et du monde. Je partage pleinement l'analyse du schisme social entre méfiance et confiance, qui est au cœur du débat qui nous anime. Il faut recréer une confiance en l'avenir, et cela sans alimenter un pessimisme déjà profondément ancré dans toute une partie de nos populations.

Face à cette défiance, est-il possible de conserver un monde multipolaire ? Faut-il renoncer aux grandes valeurs universelles pour sécuriser l'avenir dans le pré carré local, voire plus sûrement national ? Ce débat, du fait de l'élection présidentielle, se concentre en France

3. Yann Algan, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen et Martial Foucault, *Les Origines du populisme. Enquête sur un schisme politique et social*, Paris, Seuil, 2019.

autour d'un duel entre Emmanuel Macron et le Rassemblement national. Pourtant, dans cette histoire, seul l'avenir de la planète pourrait échapper à cette dualité politique car le risque climatique n'a pas de frontières, il est mondial. Pour réussir un tel dépassement, il faut en déterminer les conditions sociales et politiques, et le moins que l'on puisse dire, c'est que cela n'a pas été fait. La réponse aux populismes actuels et aux enjeux climatiques, qui parfois paraissent s'opposer, se trouve pour moi dans la social-écologie.

LA SOBRIÉTÉ INDIVIDUELLE EST-ELLE LA SOLUTION ?

Dans le débat ouvert sur l'écologie, il existe une tendance actuelle à aller vers le concept de la sobriété, vers une politique écologique qui construit l'avenir avec comme contre-modèles les excès du passé, le productivisme et quelquefois l'idée même de société industrielle. Cette tendance est comportementaliste et morale, elle passe d'abord par le souhait de la modification des comportements de consommation individuels. Le choix de la décroissance ou la non-croissance en sont la pente naturelle. C'est la clé du débat. Je pense qu'il faut sortir d'une politique comportementaliste pour créer une dynamique collective, seule à même d'opérer un changement de cap clair pour l'avenir.

D'autant plus que la sobriété individuelle porte un non-dit majeur, celui de ne pas donner de perspectives à ceux qui en ont déjà peu et qui considèrent n'avoir même pas pu profiter de ce vieux monde tant vilipendé, mais qui reste dans l'inconscient de beaucoup comme un puissant regret. On trompe aussi l'opinion sur l'efficacité et l'impact de toutes ces modifications comportementales sur les masses polluantes en jeu, en particulier face au réchauffement climatique. La lutte contre le réchauffement climatique passe d'abord en priorité par l'abandon des énergies fossiles, comme le propose Jeremy Rifkin. Cet engagement ne peut d'ailleurs réussir que si le « monde » s'y met, en particulier les plus gros pollueurs que sont les États-Unis, la Chine et demain l'Inde.

L'Europe doit muter plus vite que les autres et faire de ce changement un atout dans le monde, la France aussi.

Ainsi, je ne soutiens pas l'idée selon laquelle le comportementalisme est la solution pour l'avenir. Même s'il est utile à la prise de conscience globale et à la lutte contre l'idée que l'on puisse gaspiller des ressources, il porte un risque d'incompréhension du fait des difficultés du présent pour bon nombre de nos concitoyens. Dans de nombreuses enquêtes de l'Ifop, les classes moyennes expriment clairement leur angoisse du déclassement par leurs difficultés à finir leurs fins de mois ; la sobriété est déjà pour elles une réalité. Ainsi, ne plus manger de viande pour ceux qui en mangent déjà peu, ne plus prendre l'avion pour ceux qui le prennent peu, ne plus utiliser de voiture diesel pour ceux qui n'ont que cela, manger bio quand on a déjà du mal à finir ses fins de mois, s'entendre dire qu'il faut aller dans les friperies quand on s'habille déjà dans les braderies par manque de pouvoir d'achat, laver les couches pour ne plus les jeter quand on est une femme seule qui travaille..., tous ces messages accentuent l'incompréhension et la colère des classes modestes et moyennes. D'autant que, dans cette liste non exhaustive, il n'est jamais fait mention, par exemple, du fait qu'un e-mail envoyé est l'équivalent en consommation énergétique de 500 mètres parcourus en voiture. Les milliards d'e-mails représentent donc eux aussi des milliards de kilomètres parcourus en voiture. Ne pas en abuser serait aussi une mesure comportementale adaptée à la sobriété. Cela pour dire que, dans ce domaine comme dans d'autres, des choix sélectifs sont opérés par des prescripteurs médiatiques et politiques en fonction de leur comportement et pas de manière objective.

Cet appel à la sobriété, quelquefois culpabilisant, devient inutilement blessant pour des populations fragiles au regard des enjeux réels

de la transition à opérer. Mais, surtout, il est inadapté et crée une absence d'espoir de changement. Il est perçu comme un enfoncement supplémentaire. Le message devient déprimant, démotivant, sans capacité à mobiliser une large majorité, condition pourtant indispensable à la mise en œuvre d'un nouveau modèle de développement. Plus grave, cette idée de la sobriété, élevée au rang de projet, peut jeter dans les bras des démagogues du court terme une grande partie de nos concitoyens et produire un amalgame antisystème risqué pour la réussite même du projet de transition énergétique.

Les « gilets jaunes » n'ont pas manqué de le faire remarquer sur les ronds-points, quand ils ont dénoncé la pollution des bateaux et des avions qu'ils n'utilisaient pas alors qu'ils étaient condamnés à payer la taxe, plus l'augmentation du prix du pétrole sans avoir le choix. Dans cette vie quotidienne qui se termine mal à chaque fin de mois, toute perturbation supplémentaire assortie d'un discours moralisateur sur l'impérieuse nécessité de comprendre les enjeux planétaires est proprement incompréhensible. La taxe carbone et la fameuse théorie du signal prix des énergies fossiles atteignent là leur limite pratique, politique et sociale. Je note d'ailleurs avec satisfaction que des économistes de gauche revoient en ce moment leur copie en posant, comme facteur clé de la fiscalité écologique, la justice dans l'effort fiscal à consentir. Même l'idée de la redistribution après prélèvement avec l'exemple de la prime à la casse des vieilles voitures pour 4000 euros a eu un effet contraire à celui recherché.

Au fond, ce n'est pas par la fiscalité sur les ménages que l'on peut sérieusement intégrer les coûts liés au réchauffement climatique, sauf à exercer une pression fiscale tout simplement insupportable pour la plupart de ces ménages. La taxe carbone est un impôt indirect, elle est donc incompatible avec le financement de la transition énergétique et

avec l'idée d'une recette fiscale de substitution aux impôts progressifs et aux cotisations sociales.

De mon point de vue, la fiscalité écologique doit être conçue comme l'outil de la compétitivité des énergies renouvelables par rapport aux énergies fossiles, et pas autre chose. C'est le seul signal prix qui doit être envoyé aujourd'hui. Ainsi, la social-écologie, c'est l'idée que l'écologie se conjugue avec l'idée de progrès pour être une source de mobilisation collective, de stimulation des innovations pour une transformation profonde de nos modèles de développement. C'est pour cela que j'ai défendu l'agroécologie en tant que ministre de l'Agriculture durant cinq ans. Réduire le recours à la chimie, au machinisme, aux énergies fossiles et utiliser ce qui est gratuit dans la nature pour produire mieux et plus, au bout du compte, coûteront moins cher et permettront de dégager un revenu brut plus élevé pour toute l'agriculture et au niveau de chaque exploitation.

Pour élargir cette conception à l'échelle macroéconomique, la stratégie est celle d'une politique massive d'investissements durables pour une croissance des richesses différente qui, partagée avec ceux qui ont le moins, redonne un espoir et un goût pour l'humanisme. Il faut sortir des postures où chacun s'enferme pour redessiner un avenir. L'idée de progrès pour les socialistes et la gauche doit rester l'élévation globale du niveau de vie dans toute la société en même temps que la réduction des inégalités.

C'est pourquoi les mobilisations de la jeunesse sont essentielles pour la prise de conscience et la nécessité d'agir fortement avec des politiques macroéconomiques nouvelles. Quand la jeune Greta Thunberg souhaite que chacun panique et qu'elle porte plainte contre cinq pays, c'est une alerte et une angoisse de plus qu'il faut entendre. Mais, plus que jamais, il faut agir en restant lucide et socialement

cohérent, sinon ce sera l'échec. Pour cela, nous devons sortir du double enfermement, celui du repli nationaliste et des choix individuels. Faire peur et culpabiliser ne peut pas servir le progrès, cela ne s'est jamais vu.

Les individus en difficulté doutent de leur avenir et ont donc besoin d'être rassurés, et non pas brusqués ou, pire, culpabilisés. C'est parce que les classes populaires et moyennes de nos sociétés sont dans ce moment de bascule qu'il faut plus que jamais les accompagner. Le cap, c'est la conciliation du destin de l'humanité, ses souffrances et ses doutes, et de l'espoir collectif de pouvoir progresser ensemble dans un droit égal à l'amélioration de la situation de chacun.

La réponse n'a rien d'évident dans le contexte d'aujourd'hui, mais un pays démocratique a besoin de pacifier les conflits par une organisation méthodique du débat. La social-démocratie a ceci d'universel qu'elle a consacré par sa nature la liberté d'expression, d'opinion, de conscience, de contestation, d'entreprendre, avec la nécessité de décider au nom de l'intérêt général et de la solidarité entre les femmes et les hommes, entre les pauvres et les riches pour lutter contre l'injustice, l'humiliation, les vexations. Ces valeurs restent plus que jamais d'une grande modernité et méritent d'être défendues à condition qu'elles servent l'avenir de la planète.

LE PROJET À PORTER EST PAR ESSENCE INTERNATIONALISTE

L'internationalisme doit nous engager à agir dans le cadre des institutions internationales. Être internationalistes nous impose d'être contre tous les nationalismes, qu'ils soient nationaux ou régionaux. Comment comprendre en Europe cette tendance à la scissiparité, à la construction de murs et de frontières alors qu'il y a tant à faire ? Le Brexit et ses conséquences géopolitiques, en particulier sur la frontière d'Irlande du Nord et demain sur le devenir même du Royaume-Uni, ne sont rien d'autre que la démonstration de l'absurdité de tous les nationalismes quels qu'ils soient.

Ainsi, le retour aux frontières qui va avec l'effacement de l'Europe conduit inévitablement à l'exacerbation des passions et des identités malsaines, nationales et religieuses. Pour paraphraser Romain Gary, face au repli nationaliste et à la haine de l'autre, le patriotisme et l'affirmation de soi dans un cadre européen et mondial contribueront plus efficacement à faire face aux défis du monde d'aujourd'hui.

Il faut pour cela engager des réformes à l'échelle mondiale. Et cela doit commencer par une réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour retrouver le goût de la négociation multilatérale entre puissances, entre pays de la planète, plutôt que de privilégier des accords bilatéraux qui n'intègrent pas l'intérêt général de l'humanité. C'est pourquoi je propose d'intégrer les critères des traités climatiques

dans les règles de l'OMC. Il faut sortir cette dernière de la seule logique de la baisse des tarifs et des aides à la production pour créer une règle positive dite « boîte vraiment verte » qui ouvrira des droits à l'exportation, à condition que soient respectés les engagements des traités, et en premier lieu l'accord de Paris. De même, les règles de l'Organisation internationale du travail doivent intégrer une « boîte bleue » pour prendre en compte le progrès social.

Enfin, l'ONU et son conseil de sécurité doivent inclure le risque climatique comme un enjeu de sécurité avec, une fois par an, une séance plénière en conseil de sécurité climatique sans droit de veto pour les membres permanents, afin que l'on puisse commencer à discuter de résolutions sur la lutte contre le réchauffement climatique, sur la défense et la progression de la biodiversité et des ressources remarquables.

DEVANT LE DÉFI CLIMATIQUE, OPTER POUR UNE « CROISSANCE SÛRE »

Dans ce monde en mutation et en perte de sens, le socialisme du XXI^e siècle doit être celui du nouveau paradigme de la croissance car il a été l'accompagnateur des ouvriers des grandes industries partout sur la planète. La condition sociale et la production étaient le cœur de l'action politique qu'ont conduite les socialistes dans ce monde industriel en développement. La croissance, c'était la diffusion du progrès social et de l'espoir, en opposition d'ailleurs à la crise et à la récession. Mais ce développement économique et cette action politique se sont produits sans intégrer de limites, en particulier celles physiques des ressources naturelles, ce qui a justifié l'émergence de l'écologie politique. Tourner la page de cette phase en tournant le dos à toute cette histoire sans accompagner les plus fragiles et ne pas porter l'idée de progrès et de l'espoir pour le plus grand nombre sont une erreur politique. L'écologie doit être un facteur de progrès, pas de récession, et c'est pourquoi il faut absolument revisiter notre conception de la croissance, mais pas sa fonction et son rôle.

J'ai appelé cette nouvelle conception de l'écologie la « croissance sûre ». Elle n'est pas la recherche du taux le plus élevé, mais celle de l'optimum sur le temps long pour nous rendre indépendants des énergies fossiles et capables de financer nos modèles sociaux afin d'assurer un progrès pour tous, sans remettre en cause la croissance des générations

futures. Il s'agit aussi politiquement de redonner confiance dans l'idée de croissance et de sortir du doute qui la lie culturellement au développement polluant que nous avons connu.

Nous avons d'ores et déjà accumulé une dette environnementale à long terme qui est une menace pour toute l'humanité. C'est pourquoi la lutte contre le réchauffement climatique est une nécessité immédiate et pour les générations futures. Le manque d'action coûte déjà très cher et se concrétise avec des aléas climatiques de plus en plus fréquents et de plus en plus intenses. Ce coût ne doit pas être inclus sous la forme d'une fiscalité additionnelle mais, au contraire, par un investissement ciblé dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Le potentiel de « croissance sûre » réside dans ce choix qui intègre dans sa dynamique économique l'amélioration du niveau de vie en même temps que la baisse des émissions de carbone. La rupture à organiser avec les énergies fossiles est la clé du nouveau développement et elle doit donner lieu par un nouvel indicateur à un débat public stimulant.

Pour cela, nous devons repenser nos indicateurs de mesure de la croissance. Il faut évaluer, dans le taux de croissance, la part du découplage de la croissance avec celle des énergies fossiles et la part de la contribution à la croissance issue des énergies renouvelables et des nouvelles énergies émergentes. Car le défi climatique est une manière de redéfinir la progression vers un monde meilleur débarrassé des fausses compétitions, des mauvais investissements, de la « mauvaise finance ». La dépense publique, la dépense fiscale comme l'investissement privé doivent être durables, c'est-à-dire qu'ils doivent satisfaire à la triple exigence pour une « croissance sûre ». Nous devons mettre fin à l'ordre historique qui consiste à produire, fiscaliser, redistribuer.

Il faut au contraire débloquer des milliards d'euros de manière cohérente pour investir dans l'isolation des bâtiments, l'efficacité énergétique

globale, le transport durable, et encourager la durabilité globale du tissu économique. Le changement de modèle est à ce prix et l'investissement aboutit à de vrais effets positifs. Ainsi, les dépenses d'investissements durables s'avèrent profondément bénéfiques car elles sont :

- écologiques grâce aux économies d'énergies fossiles et à la diminution des rejets carbonés qu'elles permettent ;
- économiques car elles génèrent de l'activité, de l'innovation technologique et de la compétitivité pour les entreprises ;
- sociales par la création d'emplois et les gains de « pouvoir vivre » pour les plus fragiles liés aux économies de charges sur le transport et le chauffage qu'elles produisent.

Cette triple règle de politique économique dite « règle de sûreté » devrait s'appliquer dans les débats de loi de finances de manière systématique. C'est la condition de la mise en place d'une loi de finances enfin durable et non pas comptable. Il ne s'agit pas d'ergoter comme depuis « trente ans à gauche » avec les trois pour cent de déficit ou de dégager les investissements durables du déficit budgétaire mais d'investir en maîtrisant le coût de fonctionnement de l'État. La réussite du Premier ministre Antonio Costa au Portugal doit faire réfléchir toute la gauche française.

Le choix de la « croissance sûre » passe par une politique massive d'investissement, que j'appelle éco-keynésienne. Ce « New Deal vert » avec l'investissement dans la durabilité de nos économies est d'autant plus valide que la stagflation que nous connaissons aujourd'hui dans les sociétés développées est un contexte qui nous oblige à revoir les mix de politiques économiques. Les taux d'intérêt bas, voire négatifs, ce qui est sans précédent, nous conduisent à penser une vaste politique d'investissement. Il s'agit d'investir dans la structure énergétique de notre développement et non plus dans les grandes infrastructures

comme au temps du New Deal. Les gains liés à l'efficacité énergétique sont des gains diffusables dans toute l'économie publique et privée avec des effets multiplicateurs afin de réussir la transition énergétique et obtenir l'acceptation sociale. Pour opérer ce choix radical aux niveaux national et européen, la maximisation de la valorisation de l'énergie solaire va devenir un impératif absolu. L'ensoleillement lié au réchauffement climatique doit devenir une occasion de créer une rupture énergétique fondamentale.

Dans ce nouveau mix de politique économique, nous devons combiner quatre modifications structurelles. Il s'agit de revoir les critères de la dépense publique, de la finance, de l'investissement des entreprises et du financement du modèle social.

RÉORIENTER LA DÉPENSE PUBLIQUE

La dépense publique doit porter sur la transition énergétique et l'efficacité énergétique avec une redistribution directe des gains énergétiques vers les couches sociales les moins favorisées. Il ne doit plus être question d'une fiscalité verte conçue pour être une recette fiscale de plus, comme cela a été fait avec la taxe carbone. La fiscalité carbone doit avoir pour objectif de donner un avantage compétitif aux énergies renouvelables par rapport aux énergies fossiles et doit être intégralement réinvestie pour faire baisser les charges énergétiques des plus modestes (logement, transports) en coupant au fur et à mesure le lien avec les énergies fossiles.

À l'échelle européenne, il faudra donc modifier les statuts de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour créer une Banque

européenne de l'environnement et de l'investissement. Le budget européen, quant à lui, devra consacrer 500 milliards d'euros à la transition énergétique et à l'efficacité énergétique en combinant les politiques structurelles et la Politique agricole commune.

À l'échelle nationale, les choix d'investissement de la dépense cumulée entre l'État et les collectivités devront s'effectuer dans une enveloppe globale de plus de 100 milliards d'euros sur cinq ans dans le logement, le transport, l'innovation et la recherche pour atteindre, par la baisse des émissions de gaz à effet de serre, le développement des énergies renouvelables et la neutralité carbone en 2050. La phase suivante est de faire baisser le stock de carbone dans l'atmosphère par la pompe de la photosynthèse des plantes en développant ce que l'on appelle la bioéconomie, c'est-à-dire l'économie de la biomasse sous toutes ses formes.

Cette politique éco-keynésienne est la source de la « croissance sûre » recherchée car elle est en grande partie endogène, c'est-à-dire nationale et européenne. Au fond, la vraie souveraineté, c'est la quête de l'indépendance par rapport aux énergies fossiles. À l'ère du pétrole, un tweet de Donald Trump fait flancher la totalité des places financières, mettant à nu « la grande illusion souverainiste » qui est non seulement un mythe, mais un dangereux suicide pour l'Europe. Pour que l'Europe pèse, il faut qu'elle reste unie par l'affirmation d'un modèle social-écologique et démocratique.

RESPONSABILISER LA FINANCE

La finance doit intégrer le coût du réchauffement climatique dans ses choix de rendement. En modifiant les règles prudentielles qui vont s'appliquer au système bancaire, les négociations de Bâle III en 2010 nous donnent l'occasion d'agir. Les banques comme les fonds financiers doivent être soutenus lorsqu'ils agissent en faveur de la transition énergétique et de l'efficacité énergétique, et pénalisés lorsqu'ils ne s'en préoccupent pas. L'évaluation des risques des activités considérées comme non durables (*brown penalizing factor*) se combine avec le renforcement de la qualité des prêts pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre des entreprises (*green supporting factor*) et les financements qui leur sont accordés. Avec, d'un côté, le durcissement des règles prudentielles et, de l'autre, leur allègement, l'objectif est de changer durablement la donne de la finance pour l'inciter à accélérer la prise en compte du risque climatique dans le financement de l'économie. Sans ce changement, il ne peut y avoir d'accompagnement financier des investissements publics, la finance privée doit assumer tout de suite sa part du risque climatique. L'Europe doit être à l'avant-garde dans ce domaine. De même, la Banque centrale européenne doit voir ses statuts modifiés pour intégrer cette orientation en tant que prêteur en dernier recours. Il faut opérer ce changement structurel car il ne peut plus être uniquement question d'inflation et de parité monétaire, mais bien de sens à donner à l'avenir de notre continent. C'est, semble-t-il, l'intention exprimée par la présidente de la BCE Christine Lagarde.

INCITER LES ENTREPRISES À INVESTIR

La modification des arbitrages de la finance doit s'accompagner pour les entreprises d'une stimulation à investir. C'est un outil essentiel de la « croissance sûre » mais, pour qu'il soit efficace, il doit être ciblé sur l'efficacité énergétique. En effet, les gains de productivité seront distribués dans nos économies et nos entreprises, et bénéficieront donc à nos emplois. Cela m'amène, sur la base de ce que nous avons fait lors du quinquennat précédent, à revoir notre conception des amortissements pour construire une politique de « suramortissement vert » capable de donner un avantage compétitif aux entreprises qui, par leurs investissements, réalisent des gains d'énergies fossiles.

C'est un projet de stimulation de l'innovation de la recherche capable de mobiliser tous les acteurs, chefs d'entreprises, syndicats, chercheurs. Il s'agit d'une impulsion publique à créer un contexte de changement des centres de profit. Cela doit conduire à revoir l'organisation du dialogue social au sein des branches avec des conseils stratégiques de branches à parité patronat/syndicat pour piloter cette mutation industrielle et développer avec un conseil national, lieu d'agrégation stratégique des conseils de branches, la même émulation que celle qu'a produite l'ancien plan cher à Michel Rocard.

Les métropoles, les intercommunalités doivent être des partenaires dans une décentralisation de l'investissement de l'État en vue de la transition énergétique pour un grand plan Marshall dans l'isolation des bâtiments et le transport. Au Mans, depuis deux ans, la part de l'investissement durable pour le logement atteint plus de 10 millions d'euros. Cela a permis de distribuer plus d'un million d'euros de pouvoir d'achat aux habitants en y intégrant l'accès au réseau de chaleur. Cette

politique, au stade actuel, évite 1 400 tonnes par an d'émissions de carbone rien que pour le bailleur social de la métropole. En cumul depuis 2014 sur la métropole, c'est 41,1 millions de kilowatts-heures par an d'énergie économisée et 8 400 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone évitées juste pour le logement social.

Les collectivités pourraient faire beaucoup mieux si un plan national contractualisé avec l'État était signé pour sortir du contrat de gestion actuel. L'Association des maires de France, par la voix de son président François Baroin, demande un acte III de la décentralisation et c'est légitime. La question énergétique doit être un enjeu de décentralisation afin que soit assuré l'effet multiplicateur maximal d'une politique publique nationale.

REPENSER LA POLITIQUE SOCIALE

Cette « croissance sûre » est aussi une croissance utile pour les plus modestes. Les gains directs liés à l'efficacité énergétique devront être complétés sur cinq ans pour les ménages par une part de croissance investie dans un panier patrimonial partagé entre l'éducation, la santé, la culture et les prestations sociales (RSA, prime d'activité, allocations logement revalorisées). La contribution nécessaire à l'équilibre général entre croissance verte supplémentaire et solidarité, avec un rééquilibrage fiscal entre capital et travail, doit déboucher sur un investissement de 20 milliards d'euros sur cinq ans. Ce n'est rien de moins que ce qu'aura dépensé Emmanuel Macron sur son quinquennat en dépenses fiscales avec la suppression de l'impôt sur la fortune et le prélèvement forfaitaire unique.

CONCLUSION

L'AVENIR DE LA GAUCHE FACE AU « PROGRESSISME » D'EMMANUEL MACRON

Une porte s'ouvre donc pour une gauche écologiste et réformatrice si elle accepte de repenser son modèle, son discours et sa conception de l'avenir, si elle accepte de trancher des débats récurrents depuis trente ans qui deviennent insupportables au vu des enjeux actuels. Le socialisme démocratique français doit se redresser en gardant ses valeurs et son histoire et retrouver avec l'écologie cette idée fondatrice du progrès dans une construction internationaliste et européenne. François Mitterrand avait tiré une conclusion politique majeure de son long exercice du pouvoir lors de son discours au Parlement européen en janvier 1995 : « Le nationalisme, c'est la guerre. » La perte des valeurs fondatrices de la gauche, le repli sur soi alimentent le souverainisme face aux valeurs européennes, et le nationalisme face à l'internationalisme.

La situation politique actuelle, avec une gauche et une droite déboussolées, éloignées de leurs électeurs respectifs et profondément divisées, a contribué à la victoire d'Emmanuel Macron et à l'avènement d'une nouvelle donne politique « ni droite ni gauche ». La faiblesse du Parti socialiste et des Républicains, les tiraillements internes et le flou idéologique ont marqué un contraste évident avec la jeunesse, la détermination d'Emmanuel Macron, sa capacité à incarner la modernité et l'élan européen. La stratégie d'Emmanuel Macron est claire : il cherche à installer toujours un peu plus cette dualité du débat avec le

Rassemblement national. Il est même prêt à perdre une partie de son originalité avec le débat sans idées sur l'immigration dans un seul but, celui de conforter son ancrage à droite pour les prochaines élections. Il ne suffit pas de le constater ou de le regretter. Il faut proposer quelque chose de nouveau.

À la moitié du quinquennat Macron, les choix fiscaux, comme la suppression de l'impôt sur la fortune, le prélèvement forfaitaire sur le capital qui, dans le contexte de taux d'intérêt égal à zéro, a été une erreur, la suppression de la taxe d'habitation, le remplacement du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi par des baisses de cotisations ne sont pas des choix fidèles à l'idéologie sociale-démocrate. Ils représentent plus de 60 milliards d'euros sans aucun objectif durable. Ils creusent les inégalités et ne définissent pas un progrès partagé mais au contraire une fuite en avant vers l'individualisation des politiques publiques.

À cet égard, la métaphore des « premiers de cordée » caractérise bien la politique qui est conduite mais, dans le moment présent, cette politique est une erreur de diagnostic sur la situation de la France, et même de l'Europe. La crise des « gilets jaunes » est d'ailleurs une alerte qui a obligé le pouvoir à une correction de trajectoire de 10 milliards supplémentaires sans impact fondamental sur l'équilibre durable de notre pays. Tout cela ne ressemble pas à un nouveau monde mais, objectivement, à de vieilles recettes libérales sans rapport avec les enjeux du présent, avec un risque d'incompréhension de la part d'une majorité des Français. La double stratégie d'Emmanuel Macron, à la fois libérale sur le plan économique et culpabilisatrice sur le plan individuel, a conduit à une révolte, avec la crise des « gilets jaunes ». Mais la gauche sociale-écologique réformiste aurait tort de considérer que ce n'est qu'à Emmanuel Macron que s'adresse le message. Partout dans le monde, je le répète, les difficultés du quotidien s'expriment et la question

écologique doit être pensée dans ce contexte comme un progrès et pas comme une punition.

Les « gilets jaunes » étaient au départ opposés à de nouvelles taxes qui, comme l'a dit le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, « plombaient » leur « pouvoir de vivre ». Mais ce mouvement a exprimé d'autres revendications qui montrent les angoisses des femmes isolées, des salariés, des petits artisans, des employés, des autoentrepreneurs, des ruraux, des agriculteurs, etc. Face à leurs doutes et à leurs difficultés individuelles à boucler leurs fins de mois, face à la peur du déclassement, ils ont exprimé sur les ronds-points leur colère contre les choix politiques opérés, avec au début le soutien majoritaire de la population française. Ils ont été nombreux, ceux qui croyaient pouvoir récupérer le mouvement. Personne n'y est parvenu, pas même les « gilets jaunes », tant l'atomisation des situations est grande.

Le résultat des élections européennes en mai 2019 est venu clore politiquement ce premier chapitre de crise par une victoire d'une courte tête, mais une victoire du Rassemblement national devant Emmanuel Macron dans une dialectique entre élite et peuple qui n'est pas démocratiquement durable. Le résultat des écologistes, quant à lui, a confirmé que la question environnementale reste l'une des grandes causes mobilisatrices sur le plan électoral, des jeunes en particulier.

La première partie du quinquennat Macron a ainsi été marquée par l'accélération des réformes libérales. Il s'agissait, nous disait-on, d'agir vite, en renforçant la verticalité du pouvoir et l'individualisation de la décision. Erreur fatale pour Emmanuel Macron car l'impatience du pouvoir est contraire à toutes les vérités de la bonne gouvernance. D'ailleurs, cet emballement s'est retourné contre celui qui l'avait théorisé, il s'en est rendu compte pour la seconde étape de son quinquennat. L'impatience doit rester celle du peuple qui n'accepte pas

Progrès ou sobriété : quelle croissance adopter ?

de multiplier les efforts sans lendemain et sans progrès tangibles. Elle ne devrait pas caractériser l'accomplissement des politiques publiques, ni aboutir à un chamboule-tout des réformes universelles, des retraites ou du revenu d'activité. Au bout du compte, il y a un immense besoin de restaurer le respect et surtout d'affirmer un sens de l'action de long terme en sortant de l'impérieuse pression du court terme.

Voilà pourquoi l'idée de progrès réel et tangible est toujours d'actualité, ou plutôt d'une absolue nécessité, en particulier si nous voulons relever l'indispensable défi de la lutte contre le réchauffement climatique. Le choix dans cette phase dangereuse démocratiquement est de retrouver la voie d'une nouvelle croissance, pour un modèle de développement inédit. Il faut s'atteler à ce défi dès aujourd'hui de manière cohérente, sans polémique mais avec détermination.

Jean Jaurès disait : « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire, c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques⁴. » Cette phrase résonne plus que jamais, et chercher la vérité contre les évidences, les colères, les doutes, les huées fanatiques est un destin noble et une responsabilité exigeante.

Cette responsabilité doit nous amener à discuter du diagnostic sur la situation actuelle et des grandes lignes de propositions. La social-écologie et le progrès doivent entrer en débat avec l'ensemble des forces, des femmes et des hommes qui partagent une ambition pour la France et l'Europe, un projet pour la planète plutôt que nous conduire à répéter les mêmes gammes politiques aujourd'hui usées et qui ne correspondent pas aux attentes de nos concitoyens.

4. Jean Jaurès, « Discours à la jeunesse », Albi, 1903.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Un monde sous la menace des populistes	5
La sobriété individuelle est-elle la solution ?	9
Le projet à porter est par essence internationaliste	15
Devant le défi climatique, opter pour une « croissance sûre »	17
Conclusion. L'avenir de la gauche face au «progressisme» d'Emmanuel Macron	25

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
NOVEMBRE 2019

STÉPHANE LE FOLL

PROGRÈS OU SOBRIÉTÉ : QUELLE CROISSANCE ADOPTER ?

Oui, il y a l'urgence écologique. Oui, il est nécessaire de remettre en cause les modalités de développement économique actuelles. Mais l'idée de progrès reste essentielle pour faire adhérer le plus grand nombre au changement et accompagner les plus fragiles.

C'est la thèse que défend Stéphane Le Foll dans ce court essai : une croissance nouvelle, qu'il appelle la « croissance sûre », doit conduire à une combinaison entre l'économique, l'écologique et le social. Il en fait la condition politique majeure pour réussir le pari du basculement vers un autre paradigme de développement.

Ancien ministre de l'Agriculture, **Stéphane Le Foll** est maire du Mans et président de Le Mans Métropole.